



Assemblée générale

Distr. générale
7 juillet 2010
Français
Original : espagnol

Soixante-cinquième session

Point 56 b) de l'ordre du jour

**Groupes de pays en situation particulière : mesures
spécifiques répondant aux besoins et problèmes
particuliers des pays en développement sans littoral :
résultats de la Conférence ministérielle internationale
des pays en développement sans littoral et de transit,
des pays donateurs et des organismes internationaux
de financement et de développement sur la coopération
en matière de transport en transit**

Lettre datée du 25 juin 2010 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Paraguay auprès de l'Organisation des Nations Unies

Au nom du Gouvernement du Paraguay, Président du Groupe des pays en développement sans littoral, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte de la déclaration adoptée à l'issue de la réunion des ministres du commerce des pays en développement sans littoral qui s'est tenue dans le Royaume du Swaziland les 21 et 22 octobre 2009 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de la déclaration comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 56 b) de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Paraguay,
Président du Groupe des pays
en développement sans littoral
(*Signé*) José Antonio **Dos Santos**



**Annexe à la lettre datée du 25 juin 2010 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Uruguay auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration d'Ezulwini adoptée à la troisième réunion
des ministres du commerce des pays en développement
sans littoral, tenue à Ezulwini (Royaume du Swaziland),
les 21 et 22 octobre 2009**

Nous, les ministres du commerce des pays en développement sans littoral, réunis à Ezulwini (Royaume du Swaziland) les 21 et 22 octobre 2009,

Reconnaissant les problèmes de développement auxquels sont confrontés nos pays du fait de leur désavantage géographique lié à l'absence d'un accès territorial à la mer, et les graves difficultés qui en résultent pour l'intégration effective de nos économies au système commercial multilatéral,

Nous réunissant à un moment où l'économie mondiale traverse une série de crises, notamment financière et économique, qui freinent le développement économique de nos pays en provoquant, entre autres choses, un effondrement du commerce international, une montée du protectionnisme, une forte diminution des envois de fonds, une contraction notable de l'investissement étranger direct (IED) et des marchés du crédit, ainsi qu'un risque accru de réduction de l'aide publique au développement (APD), les pays en développement sans littoral devant, par voie de conséquence, faire face à un ralentissement de la croissance économique, qui pourrait se traduire par une augmentation de la pauvreté et la probabilité croissante que certains des objectifs cruciaux du Millénaire pour le développement (OMD) ne soient pas atteints,

Reconnaissant que, si nos pays ne sont pas responsables des crises financière et économique, nous sommes parmi les plus durement touchés par leurs répercussions sur le commerce international, les flux financiers mondiaux et la coopération multilatérale,

Réaffirmant notre foi dans les avantages que pourraient offrir un système commercial multilatéral non discriminatoire fondé sur des règles, et un environnement commercial prévisible, qui tiennent compte des aspects du commerce international liés au développement et répondent aux besoins des pays en développement, notamment ceux qui sont particulièrement vulnérables,

Soulignant l'importance de la dimension développement du programme de travail de Doha et l'engagement pris par les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de parvenir à un résultat final compatible avec les besoins liés au commerce des pays en développement,

Reconnaissant la vulnérabilité particulière des pays en développement sans littoral qui accèdent à l'OMC et les défis auxquels ils sont confrontés dans le cadre de leur processus d'accession,

Rappelant les deux précédentes réunions, couronnées de succès, des ministres du commerce des pays en développement sans littoral, tenues au Paraguay en 2005 et en Mongolie en 2007, et les documents finals respectivement adoptés, la Plate-

forme d'Asunción pour le Cycle de négociations de Doha pour le développement et la Déclaration d'Oulan-Bator,

Rappelant la Déclaration du Millénaire, dans laquelle les chefs d'État et de gouvernement ont reconnu les besoins et problèmes particuliers des pays en développement sans littoral, et priant instamment les donateurs bilatéraux et multilatéraux d'accroître leur assistance financière et technique à ce groupe de pays pour leur permettre de surmonter leur handicap géographique,

Rappelant en outre le document final du Sommet mondial de 2005 et les résolutions 56/180, 57/242, 58/201, 59/245, 60/208, 61/212, 62/204 et 63/228 de l'Assemblée générale relatives aux besoins et aux problèmes particuliers des pays en développement sans littoral,

Rappelant aussi le Programme d'action d'Almaty : « Répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et créer un nouveau cadre mondial pour la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et de transit » et la Déclaration ministérielle d'Almaty, ainsi que les résultats de la réunion d'examen à mi-parcours du Programme d'action d'Almaty, tenue en octobre 2008,

Rappelant aussi le communiqué adopté par les ministres du commerce des pays en développement sans littoral dans le cadre de la douzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le 22 avril 2008 à Accra,

Nous, les ministres;

Crise économique mondiale

1. Exprimons notre vive préoccupation face aux incidences économiques et sociales des crises financière et économique actuelles, en particulier s'agissant de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

2. Demandons à nos partenaires de développement, bilatéraux et multilatéraux, de mettre pleinement en œuvre les mesures et actions convenues lors des réunions de haut niveau tenues récemment, notamment la Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, ainsi que les Sommets du Groupe des Vingt (G-20) de Londres et de Pittsburgh (2009), afin de venir promptement à bout de la crise économique mondiale et de jeter les fondements d'une reprise durable pour tous, en particulier pour les plus vulnérables, comme les pays en développement sans littoral.

3. Dénouons toutes les mesures protectionnistes susceptibles de restreindre l'accès des produits des pays en développement sans littoral aux marchés, et appelons de nos vœux la tenue de négociations commerciales multilatérales constructives et axées sur le développement pour relancer le commerce mondial. En outre, demandons à nos partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux de respecter leurs engagements en faveur du développement et de prendre des mesures décisives pour aider les pays en développement sans littoral à préserver les avancées obtenues de haute lutte, ces dernières décennies, dans le domaine du développement.

Négociations commerciales multilatérales

4. Soulignons le rôle crucial du commerce international et des investissements pour le développement et la croissance des pays en développement sans littoral. Nous nous félicitons des engagements souscrits par le G-20 à Washington (2008), Londres (2009) et Pittsburgh (2009) de s'abstenir d'accroître les obstacles à l'investissement et au commerce de biens et services, et de corriger sans délai toutes les mesures de cette nature, conformément aux règles de l'OMC. Nous exhortons les membres de l'OMC à conclure les négociations dans le cadre du Programme de Doha pour le développement afin de s'attaquer aux mesures protectionnistes qui se profilent. Nous reconnaissons toutefois qu'il importe de laisser aux pays en développement sans littoral une marge de manœuvre leur permettant d'utiliser des mesures commerciales et financières aux fins du développement. Nous nous félicitons également du renforcement du processus de surveillance des mesures prises par les membres de l'OMC face à la crise économique mondiale actuelle.

5. Demandons à tous les membres de l'OMC d'accélérer les négociations commerciales multilatérales menées dans le cadre du Cycle de Doha et de replacer les objectifs de développement au cœur des négociations. Nous appelons à une participation effective, pleine et démocratique de tous les membres et à un processus de négociation multilatéral transparent, ascendant et conduit par les membres pour parvenir à une issue positive, débouchant sur des résultats ambitieux, équilibrés et équitables et garantissant, entre autres choses, l'amélioration de l'accès aux marchés pour les exportations de produits agricoles et non agricoles des pays en développement sans littoral.

6. Prions instamment tous les membres de l'OMC de convenir de procéder à un examen complet des questions relatives au commerce des pays en développement sans littoral. Cet examen, qui se déroulera sous les auspices du Conseil général, visera à arrêter des mesures concrètes qui pourraient être adoptées en vue d'atténuer les conséquences fâcheuses de l'absence de littoral sur le développement, et de faciliter le développement des capacités de production et la diversification économique dans nos pays.

7. Réaffirmons que nous souscrivons à la proposition faite par les coauteurs de l'initiative sectorielle en faveur du coton (le groupe « Coton 4 »), en vue de réduire les aides nationales qui faussent le marché international du coton. Les membres de l'OMC sont aussi instamment priés d'adopter des mesures visant à élargir l'accès aux marchés pour le coton et les produits dérivés du coton. Les résultats des négociations sur l'agriculture garantiront que les membres de l'OMC qui sont en mesure de le faire pourront agir collectivement en vue d'établir un mécanisme permettant de remédier à la perte de revenu que subissent les pays producteurs de coton vulnérables en raison de la baisse de son prix sur les marchés internationaux due aux subventions qui ont des effets de distorsion importants.

8. Participerons effectivement à la septième Conférence ministérielle de l'OMC, qui doit se tenir à Genève en décembre 2009.

Facilitation des échanges

9. Soulignons l'importance des négociations sur la facilitation des échanges pour les pays en développement sans littoral et pour garantir que l'accord relatif à la

facilitation des échanges qui découlera du Cycle de négociations de Doha pour le développement contiendra des engagements contraignants garantissant la liberté de transit ainsi que l'accélération du mouvement, de la mainlevée et du dédouanement des marchandises. L'objectif ultime doit être d'abaisser le coût des transactions, entre autres choses, grâce à la réduction de la durée des transports et à une certitude accrue concernant le commerce transfrontières.

10. Veillons à ce que le résultat final traite de manière adéquate de la question du traitement spécial et différencié, de l'assistance technique et du renforcement des capacités, conformément à l'annexe D de la décision prise par le Conseil général, le 1^{er} août 2004. Veillons également à ce que, lors des négociations relatives à la facilitation des échanges, on envisage d'apporter des améliorations substantielles aux articles V, VIII et X de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

Accession à l'OMC

11. Demandons la fourniture d'une assistance et d'une aide pour le commerce renforcées aux pays en développement sans littoral qui sont toujours hors du système commercial multilatéral réglementé et qui souhaitent accéder à l'Organisation mondiale du commerce. Nous soulignons la nécessité de tenir compte du niveau de développement de chacun, ainsi que des besoins et des problèmes spéciaux qu'entraîne le désavantage géographique inhérent à l'absence de littoral au cours du processus d'accession à l'OMC. Toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié figurant dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et dans tous les accords de l'OMC seront applicables à tous les pays en développement sans littoral candidats à l'accession.

Mobilisation des ressources

12. Appelons nos partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux non seulement à maintenir à leur niveau actuel les transferts d'APD aux pays en développement sans littoral, mais aussi à augmenter leurs engagements.

13. Demandons la mise en œuvre rapide du programme d'aide pour le commerce, qui devrait prendre en compte de manière adéquate les besoins et les impératifs spéciaux des pays en développement sans littoral. Ces derniers attachent beaucoup d'importance à ce programme et sont résolus à renforcer leur participation au processus de suivi afin de mieux exprimer leurs besoins commerciaux et leurs priorités en matière de soutien. Les domaines appelant un soutien ciblé comprennent le renforcement des capacités pour l'élaboration des politiques commerciales, la participation aux négociations commerciales, la mise en œuvre d'accords internationaux et, en particulier, le renforcement des capacités de production en vue d'accroître la compétitivité des produits des pays en développement sans littoral sur les marchés d'exportation.

14. Invitons les membres à reconnaître les liens évidents entre l'initiative d'aide pour le commerce, le développement d'infrastructures commerciales et la mise en œuvre de mesures de facilitation des échanges. Il importe, pour nous pays en développement sans littoral, que nos partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux augmentent le soutien qu'ils apportent aux projets intégrant ces éléments. Nous sommes résolus à nous approprier davantage cette initiative en intégrant plus avant le commerce dans les stratégies de développement nationales,

régionales et économiques. Compte tenu de l'importance du commerce régional pour les pays en développement sans littoral, et du fait que nous sommes tributaires des pays de transit pour les échanges extrarégionaux, nous demandons instamment que la dimension régionale de l'aide pour le commerce soit renforcée grâce à la mobilisation de partenaires régionaux, y compris les banques de développement et les donateurs bilatéraux.

15. Reconnaissons le rôle de l'investissement étranger direct (IED), qui peut aider à accélérer le développement et à réduire la pauvreté grâce à l'emploi, au transfert de compétences d'encadrement et de savoir-faire technologique, et aux flux de capitaux non générateurs d'endettement, ainsi que son rôle crucial pour la fourniture d'infrastructures pour le transport, les télécommunications et les services publics. Nous demandons aux pays exportateurs de capitaux de soutenir les efforts déployés par les pays en développement sans littoral pour attirer des IED, et d'adopter et de mettre en œuvre des mesures d'incitation économiques, financières et juridiques afin de favoriser l'afflux d'IED vers ces pays.

Nouveaux défis

16. Exprimons notre préoccupation face aux nouveaux défis auxquels les pays en développement sans littoral seront de plus en plus confrontés à court et moyen terme, et qui pourraient compromettre nos perspectives de développement. Nous invitons nos partenaires bilatéraux et multilatéraux, ainsi que les organisations internationales compétentes, à aider les pays en développement sans littoral dans leurs efforts pour relever ces nouveaux défis, tels que l'incidence des changements climatiques et des migrations sur leur compétitivité commerciale et leur capacité institutionnelle, qui n'ont pas été traités dans le Programme d'action d'Almaty.

17. Encourageons les organisations internationales compétentes à aider les pays en développement sans littoral à mieux comprendre les implications qu'auront pour eux les changements climatiques et à élaborer des mesures visant à remédier à leurs effets néfastes. Les changements climatiques peuvent compromettre les efforts déployés par la communauté internationale pour réduire la pauvreté et atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Les plus pauvres sont les plus touchés, alors qu'ils sont les moins bien préparés à affronter le défi que représentent l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, comme l'ont démontré les récentes inondations qui ont dévasté des pays en développement sans littoral de l'Afrique de l'Ouest. Les effets pervers des changements climatiques se manifestent dans les pays en développement sans littoral de plusieurs façons, y compris par des répercussions sur la production agricole, la sécurité alimentaire, le stress hydrique, l'érosion de la biodiversité et la santé humaine. Nous prenons note de la Conférence sur le changement climatique qui aura lieu prochainement à Copenhague. En tant que pays en développement sans littoral, nous sommes vulnérables face aux effets des changements climatiques. Nous appelons cette assemblée à reconnaître la grave menace que constituent les changements climatiques, et à se pencher sur les problèmes et difficultés spécifiques qu'ils entraînent pour les pays en développement sans littoral.

Accords de coopération multilatéraux

18. Demandons au Secrétaire général de la CNUCED de renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles de la Conférence des Nations Unies sur

le commerce et le développement en vue de traiter les problèmes de développement graves et complexes auxquels font face les pays en développement sans littoral, conformément à l'Accord d'Accra et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

19. Exprimons notre gratitude au Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN-OHRLS), à la CNUCED, au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), aux commissions économiques régionales de l'ONU, à l'OMC, au Centre du commerce international (CCI), à la Banque mondiale, aux donateurs bilatéraux, aux banques régionales de développement et à l'Agence de coopération et d'information pour le commerce international (ACICI) pour leur soutien constant aux pays en développement sans littoral, ainsi que pour l'aide précieuse et les renseignements opportuns fournis sur les questions liées au commerce et d'autres aspects présentant pour eux un intérêt spécifique.

20. Demandons aux organismes des Nations Unies, en particulier à la CNUCED, à l'UN-OHRLS, au PNUD, aux commissions économiques régionales et aux autres organisations internationales, plus spécialement la Banque mondiale, l'OMC et l'Organisation mondiale des douanes (OMD), d'intensifier leurs activités, dans le cadre de leurs mandats respectifs, en vue de mettre en œuvre le Programme d'action d'Almaty et les décisions résultant de son examen à mi-parcours.

21. Demandons également à l'UN-OHRLS, à la CNUCED, au PNUD, aux commissions économiques régionales de l'ONU, à l'OMC, au CCI et à l'ACICI de continuer à soutenir les pays en développement sans littoral dans les efforts qu'ils font pour participer effectivement aux discussions et aux négociations sur le commerce international, y compris aux négociations commerciales du Cycle de Doha et aux autres instances de l'OMC.

22. Saluons la création, en Mongolie, d'un groupe de réflexion international sur les pays en développement sans littoral, inauguré par le Secrétaire général le 27 juillet 2009, à Oulan-Bator, dont l'objectif est de renforcer la capacité analytique de ces pays, de les doter de leur propre capacité de recherche en adéquation avec leurs besoins spécifiques et d'optimiser leurs efforts communs en vue d'assurer la mise en œuvre intégrale et efficace du Programme d'action d'Almaty et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Nous comptons que les études et recommandations pertinentes de ce groupe de réflexion contribueront aux négociations de l'OMC sur la facilitation des échanges, l'objectif étant d'améliorer les articles V, VIII et X de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Nous exprimons notre reconnaissance au Gouvernement mongol pour avoir entrepris cette noble tâche, et joué sans relâche un rôle mobilisateur dans les domaines intéressant les pays en développement sans littoral. Nous appelons les organisations internationales et les pays donateurs à soutenir les activités opérationnelles du groupe de réflexion.

Remerciements

Nous, les ministres du commerce des pays en développement sans littoral, réunis à Ezulwini (Royaume du Swaziland) les 21 et 22 octobre 2009, exprimons notre profonde gratitude au Premier Ministre Sibusiso Barnabas Dlamini pour son

admirable allocution d'ouverture, et remercie les autorités et le peuple du Royaume du Swaziland d'avoir accueilli cette manifestation.